

# NOUVELLES DU MEXIQUE

(Supplément au numéro 18)

## LA POLITIQUE DU MEXIQUE



*Extrait du Premier Rapport Annuel  
présenté au Congrès Fédéral, le 1<sup>er</sup> septembre 1959,  
par le Président des États-Unis Mexicains,  
M. Adolfo López Mateos.*

Depuis que nous assumons la Présidence de la République, nous avons eu pour tâche de mettre en application les principes et le programme de gouvernement exposés au cours de ma campagne électorale, alors que j'invitais hommes et femmes du Mexique à m'accorder leur voix, qu'ils m'ont d'ailleurs généreusement offerte. Ce que nous avons promis alors nous dicte le devoir de travailler avec le peuple pour la justice et le progrès.

Nous nous sommes offert à gouverner selon les principes de la Révolution Mexicaine et, à tout instant, nous l'avons confirmé par nos actes; nous avons promis de maintenir un climat de paix, de liberté et de concorde — lequel a rendu notre développement possible, au cours des dernières décennies —, et nous y sommes parvenu en faisant régner la Loi.

Nous disions alors, et nous le répétons aujourd'hui, que l'ordre sans liberté est dictature, et que la liberté sans ordre est anarchie.

**Respect et liberté.** — Le Gouvernement respecte et garantit les libertés que consacre notre Constitution, notamment la liberté de pensée et de croyance en matière politique ou religieuse, économique ou sociale. Nul n'est poursuivi pour ses idées; mais le Gouvernement a l'obligation inéluctable d'engager une procédure, avec toutes les rigueurs de la Loi, contre quiconque, par ses actes, viole cette dernière de propos délibéré, ou, par inconscience, lèse gravement le patrimoine national, porte atteinte à l'économie du pays, ou tente de troubler l'ordre et la quiétude de la Républi-

que, si nécessaires à la continuité de l'évolution du Mexique.

Nous constatons avec satisfaction que tous les milieux de la société sont disposés à collaborer aux tâches fondamentales du pays. Les Mexicains sont patriotes et ils consacrent sans cesse leur énergie à la création des meilleures conditions que la Nation réclame. Les membres de l'Armée et de la Marine se montrent les gardiens particulièrement vigilants de notre souveraineté, de nos institutions et assurent la coexistence pacifique de tous les Mexicains.

Nous avons rappelé notre intention d'encourager la mise en valeur des ressources du pays par les Mexicains eux-mêmes et à leur profit. A cet effet, nous avons établi des projets comportant de nouveaux buts d'utilisation des terres, des eaux, des forêts, des pâturages et de toutes les ressources du sol, du sous-sol et de la mer; ainsi que la planification, l'accroissement et l'assiette des moyens financiers que tout cela réclame, la modernisation des méthodes et une meilleure qualification de tous pour la tâche commune.

**Développement national.** — Nous continuons de croire que l'enseignement et la préparation technique, aussi bien que l'investissement de capitaux, proportionné et adéquat, et l'emploi croissant de notre main-d'œuvre, sont les bases primordiales du développement accéléré du pays, encouragé par les principes de la Révolution Mexicaine. Là où les méthodes appliquées ne donneront pas de bons résultats, soit par suite

4 P 6739 Scip

d'irresponsabilité, soit en raison d'une organisation inadéquate, nous corrigerons les déficiences. Notre décision de moraliser les milieux et les actes publics et politiques du pays ne peut être différée. Le Mexique vit à un rythme intense et accéléré la présente étape de son histoire, et nous, qui le servons — au Gouvernement et au dehors —, devons adapter notre travail et notre conduite aux exigences de la Nation.

Le développement national doit être orienté. Pour le rendre équitable et l'étendre à tous, il faut qu'il soit général, équilibré, et que, sans perdre de son dynamisme, l'on supprime les privilèges de minorités. Or, nous devons consolider cette évolution et en assurer la permanence. Le besoin d'étendre notre développement à tout le pays se fait plus aigu devant la force que nous sommes en train d'acquérir. Il faut donner de l'impulsion dans chacun des Etats de la Fédération; les communes doivent renforcer leur économie pour répondre avec plus d'efficacité aux services qui leur incombent. La Fédération, les Etats et les Communes concourent à la solution des problèmes de la population tout entière, et il est urgent que leurs fonctions administratives concordent avec leur but.

Les tâches que réclame notre développement ne peuvent être menées à bien que dans l'équilibre des facteurs de production et une distribution équitable des profits. Notre progrès dépend de ces deux conditions; nous devons veiller à ce que celles-ci se conjuguent et éviter qu'un secteur fasse passer son intérêt particulier avant celui de la Nation tout entière. N'oublions pas qu'au regard de notre Constitution la propriété et la richesse ont une fonction sociale, qu'elles obligent quiconque les possède à de plus grandes responsabilités. La doctrine de notre Révolution nous permet de continuer à organiser une patrie libre et prospère, compte tenu des expériences que nous a offertes le siècle où nous vivons, et dans le cadre des projections réalistes de notre Constitution.

**Révolution Mexicaine.** — Les idéaux de la Révolution Mexicaine nous permettent actuellement de lutter pour la justice sociale, sans sacrifier les libertés spirituelles et politiques, et de jouir de ces dernières sans ralentir la recherche incessante de la justice sociale. Avec une réforme agraire, des droits au travail, un encouragement de la production et la stabilisation des prix, nous relèverons le pouvoir d'achat de notre monnaie et créerons de meilleures conditions de vie pour le peuple du Mexique.

Voici cent ans, les réformateurs ont lutté pour affermir notre nationalité. Une fois encore, de notre poste, avec le respect que l'on doit aux patriotes, nous leur rendons un fervent hommage

tel que le peuple et les Pouvoirs de l'Union l'ont fait au cours des diverses cérémonies qui ont eu lieu cette année. Depuis qu'ils ont réalisé leur œuvre, les Mexicains n'ont eu d'autre but que de faire passer leur pays avant les individus ou les groupes.

Affermir la nationalité est une œuvre collective; nous sommes tous responsables de son progrès, et nous avons tous intérêt à ce que tous les Mexicains évoluent dans ce cadre. Nous estimons que cette œuvre sera moins ardue si peuple et Gouvernement restent unis dans leurs projets et dans leur désir de réalisation.

**Gouvernement et Peuple.** — Gouvernement et Peuple sont deux aspects de la vie nationale; le Gouvernement sert et encourage, et ce n'est que lorsque l'intérêt social l'exige qu'il limite et régleme; le peuple réalise toujours ses aspirations en toute liberté, et il doit trouver auprès de son Gouvernement compréhension, justice et garanties.

Nous ne grandissons pas sans avoir de problèmes; la croissance elle-même est le premier qui se pose. Notre population augmente, et avec elle nos besoins d'instruction et de technique, de capitaux et autres aspects de notre vie collective.

Notre évolution n'est pas toujours satisfaisante, et il n'est guère souhaitable de la limiter. Aussi, sommes-nous tenus d'en augmenter le rythme et le rendement, afin que les bénéficiaires que l'on doit en tirer puissent profiter à la population dans les moindres délais. Au début de notre mandat, nous avons indiqué que la règle à suivre pour le progrès national était la stabilité monétaire. Nous avons fait tous nos efforts pour y parvenir, en faveur du peuple. Et nous y sommes parvenus!

**Problème économique.** — Le problème économique le plus important est toujours d'assurer le plein emploi, rétribué et stable, au plus grand nombre de Mexicains. Il faut créer davantage de sources de travail et établir des plans pour accroître la consommation et stimuler la production.

Les efforts vigoureux que tous les Mexicains sont en train de faire doivent être redoublés.

La Constitution consacre les droits de protection de l'agriculture et du syndicalisme, dont l'application incombe au Gouvernement. Les paysans et les travailleurs, ainsi que les autres facteurs de progrès de notre population, constituent l'élément humain adhérent, par essence et vocation, à la cause de la Révolution Mexicaine.

**Réforme agraire et organisation syndicale.** — Nous poursuivrons la réforme agraire pour cette grande cause, en tenant compte des caractères

actuels de la réalité que nous vivons, sans négliger notre but constant, qui est de morceler les grandes propriétés, de multiplier le plus possible le nombre de Mexicains propriétaires et possesseurs de la terre. Pour les Mexicains, terre et liberté représentent la notion de patrie, et nous les aimons toutes deux autant et intensément.

Nous renouvelons notre intention de remettre aux *ejidatarios* les nouvelles étendues de terre amendées et incorporées à la production nationale, grâce aux ouvrages qu'est en train de réélaborer le Gouvernement de la République.

Nous encouragerons également les organisations syndicales de travailleurs qui s'engageront vraiment, d'une manière autonome, à la défense des intérêts du travail et de l'intérêt supérieur de la Nation, tout à la fois. Il appartient aux travailleurs eux-mêmes, et à nul autre, de diriger les organisations syndicales.

Il serait aussi déloyal de leur part de dévier de la route fixée par les lois constitutionnelles, qu'à quiconque d'intervenir dans leurs organisations afin de les rendre plus dociles et artificieuses, cessant de représenter la véritable volonté de leurs membres.

**Loyauté et patriotisme.** — Nous reconnaissons et encourageons le désir populaire d'étudier et de méditer, avec loyauté et patriotisme, les principes fondamentaux de notre vie sociale, afin d'en actualiser et d'en approfondir la projection. Voici près de cinquante ans qu'éclatait la Révolution Mexicaine, et en nous proposant de rendre hommage, en gage de patriotisme, à la mémoire des hommes qui l'ont conçue et réalisée, nous estimons opportun de réaffirmer et d'étendre — d'étendre constamment — ses orientations, pour que le Mexique franchisse fermement, en toute sécurité, l'étape qui approche.

Nous savons quelle a été la sagesse des hommes qui ont créé nos Institutions. Nous avons nettement conscience que le trait essentiel de leur œuvre réside dans l'harmonie des aspirations individuelles et des principes sociaux. Nous savons aussi que, dans les prochaines décennies, notre Révolution pourra être un exemple pour beaucoup de pays ayant des problèmes semblables aux nôtres, surtout similaires à ceux que nous avons quand elle éclata. Notre esprit ne cesse de penser aux problèmes humains; la science et la technique améliorent les méthodes et facilitent le travail.

Au cours des années à venir, les idéaux que nous avons soutenus réaffirmeront leur sens au regard de nouvelles réalités plus complexes, lesquelles, si elles multiplient les tâches, ne doivent pas ébranler le règne de la justice, grâce auquel l'homme pénétré du respect que l'on a de ses

droits et de ses qualités humaines se réalise mieux dans l'individuel et dans le social.

**Notre démocratie.** — Notre démocratie progresse, en harmonie avec le développement social et économique. Un meilleur niveau de vie et une plus vaste instruction du peuple favorisent l'autodétermination de nos communautés. Il est de notre devoir de poursuivre la lutte tendant à éliminer les survivances d'une politique rudimentaire, qui proviennent de notre passé. Le citoyen moyen s'intéresse plus vivement au comportement démocratique de l'autorité qu'il a près de lui. Nous devons tous lutter en vue du perfectionnement des institutions démocratiques du pays.

Les partis politiques doivent avoir une plus nette conscience de leur responsabilité civique. Il y aurait contradiction à ce qu'ils réclament, d'une part, l'abstention du Gouvernement pour le contrôle des opérations électorales, et qu'ils agissent en fauteurs de désordre, en violation des règles qui régissent la coexistence pacifique de tous.

Parfois, ils rejettent la surveillance du Gouvernement, mais ce n'est que pour commettre des actes illicites qu'ils la réclament. Sans minimiser l'importance d'une campagne électorale, la répression exclusive d'attitudes contraires à la Loi est une obligation de l'autorité, tout comme l'abstention de semblables manœuvres doit être un impératif pour tout parti politique.

Nous vivons une période de tension internationale, et l'inquiétude s'empare de bien des peuples. On prend généralement des mesures à l'encontre des buts poursuivis; on veut instaurer la paix au moyen de la guerre, imposer la démocratie par la violence et créer la liberté par l'oppression. Notre politique internationale est de plus en plus positive et pertinente.

Nous désirons instaurer la liberté par des procédés de liberté, organiser la démocratie au moyen de systèmes démocratiques, créer un climat de paix par des voies pacifiques.

Les principes de notre politique extérieure émanent de notre expérience historique. Certains de ces principes ont été formulés pour notre défense, parce que nous avons besoin de défendre notre territoire, notre souveraineté et notre intégrité.

**Non-intervention.** — Nous posons comme postulat la non-intervention dans la vie des peuples, non seulement pour arriver à ce que l'on nous respecte, mais pour que tous, faibles et puissants, soient hors d'atteinte de menaces, d'iniquités et de violences; nous défendons la paix et la coopération internationale, non seulement pour vivre en harmonie avec les autres peuples, mais aussi pour que ceux-ci, grands et petits,

puissent se développer et mieux récliser leurs buts; nous soutenons la libre détermination de chaque peuple, pour que l'on nous laisse projeter notre destin, et pour que tous, puissants et faibles, grands et petits, puissent en faire de même dans le cadre de la coexistence pacifique.

Les principes internationaux du Mexique sont applicables à tous les peuples de la Terre. Avec eux, on évitera que certaines régions du monde ne deviennent des bancs d'essai pour une agression ou une destruction. Nous autres — les peuples qui se sont engagés à instaurer la justice et le progrès — pourrions difficilement transformer en guerre contre les hommes l'effort qui devrait toujours consister à combattre les facteurs du retard général.

Nous devons insister pour que les nations — pour leur bien propre et pour celui de tous — transforment la tension internationale en effort constructif afin d'améliorer l'existence de tous les peuples, en particulier des moins favorisés. En dissipant de plus en plus l'esprit de guerre chez les grandes puissances, les hommes d'Etat doivent faire preuve d'imagination et canaliser les ressources disponibles, pour améliorer les formes du progrès, de la paix et de la concorde dans le monde, en mettant une particulière ardeur au développement des régions qui ne peuvent opérer leur redressement qu'avec le concours de tous. De cette façon, les forces de destruction pourront devenir des instruments positifs de création pour le bien de tous les peuples.

**Peuple et Gouvernement.** — La grandeur d'une Nation ne s'acquiert — ainsi que je l'ai déjà répété — que grâce à la conjugaison d'idéaux et du travail du Peuple et du Gouvernement. L'impulsion créatrice conduisant à de meilleurs buts

ne saurait naître d'aucun d'eux séparément; la collaboration de tous deux est indispensable et le dialogue nécessaire. Si le Gouvernement a de lourdes responsabilités, le peuple doit se pénétrer des siennes, lesquelles ne sauraient faire place à l'égoïsme ni à la critique destructrice par système. On ne peut rien exiger d'un Gouvernement, et celui-ci ne peut rien réaliser, lorsque les secteurs privés et les individus en général ne veulent rien céder de leurs intérêts pour le bien-être général du peuple. Ce n'est que par l'union harmonieuse de toutes nos forces — union possible en raison de la qualité des Mexicains et du fait des orientations que nous avons reçues des fondateurs de notre Nation, à travers l'Indépendance, la Réforme et la Révolution — que nous pourrions diriger fermement, à l'intérieur et à l'extérieur, la vie de notre peuple, qui, devant un accroissement rapide et une transformation accélérée, est tenu de remplir strictement la mission que l'Histoire lui a confiée.

C'est du peuple, et du peuple seulement, que nous avons reçu mandat de le servir, et nous sommes en train de le faire de toutes nos forces, en pleine responsabilité. Rien ne nous encourage plus que de sentir que nous travaillons avec le ferme soutien de nos compatriotes. Le peuple mexicain doit savoir que son Gouvernement œuvre, de tous ses efforts, avec vigilance, pour exaucer sa volonté et améliorer son développement; fidèles aux principes révolutionnaires, nous renouvelons le vœu inébranlable de parvenir à leur complète et effective réalisation, sans tomber dans des transactions provisoires qui dénatureraient leur véritable contenu.

Peuple et Gouvernement luttons ensemble pour le bien du Mexique que nous aimons tant.